SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 10 AOUT 1893.

Second rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Titre IX du Livre III du Code de procédure pénale.

(Voir les n^{os} 238, session de 1878-1879, 181, session de 1883-1884, 32 et 186, session de 1891-1892, de la Chambre des Représentants; 98, session de 1891-1892, et 116, session de 1892-1893, du Sénat.)

Présents : MM. LAMMENS, Président; ROBERTI, DE BROUCKERE et DUPONT, Rapporteur.

M. le Ministre de la Justice assiste à la séance.

MESSIEURS,

Le législateur de tous les temps a considéré le principe de l'autorité de la chose jugée comme l'une des bases les plus essentielles de l'ordre social. « S'il pouvait exister, disait M. Paillet en 1851 à l'Assemblée législative, une juridiction devant laquelle tous les condamnés mécontents auraient le droit de traduire *de plano* la chose jugée, de lui demander compte de sa légitimité, de remettre en question ce qui constitue effectivement la chose jugée, nous ne serions pas dans un pays civilisé, nous n'aurions pas les premières notions de l'organisation judiciaire. »

Toutefois l'expérience a démontré que des erreurs judiciaires sont possibles, et dès lors, en matière répressive, lorsqu'elles sont certaines, il serait souverainement injuste qu'elles ne pussent jamais être réparées.

Sans doute, il serait dangereux d'admettre, d'une manière normale, après l'appel et le pourvoi en cassation, un quatrième recours contre une condamnation devenue définitive.

Mais, en prenant des garanties sérieuses, en imposant des conditions rigoureuses de recevabilité, le législateur peut et doit autoriser, dans des cas exceptionnels et soigneusement limités, les demandes en révision.

Le Code d'instruction criminelle s'est montré à cet égard extrêmement sévère. La demande ne peut se produire que dans trois hypothèses : d'abord lorsque la personne prétendument homicidée vient à reparaitre, ensuite s'il existe des condamnations contradictoires d'où résulte l'innocence du

condamné, et enfin s'il intervient par la suite, contre l'un des témoins entendus dans le procès qu'il s'agit de reviser, une condamnation pour faux témoignage contre l'accusé.

Cette procédure n'est admise par le Code que s'il s'agit d'une condamnation pour crime. Il faut en outre que le condamné soit encore vivant.

La loi française du 29 juin-5 juillet 1867 a étendu considérablement ces limites.

Dans le système de cette loi, la demande en revision est autorisée même après la mort du condamné, et de plus en matière correctionnelle, pour les condamnations à l'emprisonnement, à l'interdiction et à la surveillance. Elle exclut donc toutes les condamnations à l'amende et celles à l'emprisonnement de simple police.

Lorsqu'il ne peut être procédé à de nouveaux débats oraux entre toutes les parties, et notamment en cas de décès, de contumace, de défaut d'un ou plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de la peine, la Cour de cassation statue au fond et sans renvoi.

Dans le cas contraire, la Cour, si l'affaire n'est pas en état, procède directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes, confrontations, reconnaissances d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

Lorsque l'affaire est en état, si la Cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annule les jugements ou arrêts, fixe les questions qui doivent être posées et renvoie les condamnés devant une Cour ou un tribunal autres que ceux qui avaient primitivement connu de l'affaire.

Le rôle de la Cour de cassation est donc très considérable en France dans les demandes en revision. Cette Cour examine la requête au point de vue de la recevabilité, et de plus, dans la plupart des cas, au point de vue du fond ; elle procède également à l'instruction de la demande.

En Belgique, la Commission extra-parlementaire s'est en partie inspirée de cet exemple. Elle s'est toutefois montrée beaucoup plus large que le législateur français.

Elle propose d'accorder le droit à la revision à tous les condamnés en matière criminelle et correctionnelle sans distinction. Elle l'étend aux héritiers du condamné.

Enfin, elle autorise cette demande chaque fois « *qu'il s'est produit, depuis la condamnation, des faits de nature à fournir de suffisants indices de l'innocence du condamné et que les magistrats qui ont participé à l'arrêt ou au jugement et, à leur défaut, ceux qui ont connu de l'affaire auront donné un avis favorable à la revision.* »

La Commission de la Chambre des Représentants, allant plus loin encore dans cette voie, a supprimé la seconde condition, c'est-à-dire l'adhésion des magistrats qui ont participé à la décision, et elle a autorisé la revision lorsqu'une loi pénale trop sévère a été appliquée à l'infraction.

Enfin, le Gouvernement actuel a détaché le projet de loi qui est aujourd'hui soumis au Sénat du Projet Général de Code de procédure pénale ; en le présentant séparément, il a refondu les différents articles de ce projet et modifié leur rédaction de manière à remplacer par les dispositions nouvelles les articles 443 à 447 du Code d'instruction criminelle.

La Chambre des Représentants n'a apporté au Projet de Loi qu'un seul changement de quelque importance.

Avec raison, elle n'a pas admis que la revision pût avoir lieu, comme le proposait le Gouvernement, lorsque la loi pénale appliquée est bien celle qui frappe l'infraction commise, mais que les faits survenus depuis établissent une atténuation de la culpabilité du condamné.

Votre Commission, après examen du projet, a cru devoir y apporter les changements suivants :

1° *Recevabilité de la demande.*

Il paraît excessif d'autoriser les demandes en revision quand la seule peine correctionnelle prononcée consiste en une amende, et que le taux de cette amende est inférieur à 500 francs.

La revision n'est pas admise pour les peines d'emprisonnement et d'amende de simple police. Il faut qu'il s'agisse au moins de peines correctionnelles, de délits et non de contraventions. Il n'y a pas lieu de mettre en mouvement les corps judiciaires les plus élevés du pays, et de recourir à cette procédure solennelle, lorsque l'amende n'atteint pas un chiffre élevé.

Votre Commission ne croit pas non plus que, lorsque cinq ans se sont écoulés depuis la condamnation du faux témoin, le condamné puisse encore introduire sa requête, alors qu'il a gardé un silence aussi long. En France, ce délai est de deux ans et la revision n'est pas admise pour les amendes, quel qu'en soit le chiffre.

Elle est d'avis que l'innovation proposée par la Commission de la Chambre, en ce qui concerne l'application au condamné d'une loi pénale trop sévère, différente de celle à laquelle il a réellement contrevenu, doit être accueillie. Mais, dans son opinion, il y a lieu d'écarter la demande, si la peine prononcée ne dépasse pas le minimum de celle comminée contre l'infraction, effectivement commise, par la loi pénale moins sévère, seule applicable dans l'espèce.

Votre Commission modifie également la rédaction du numéro 3 de l'article 443 de manière à mieux indiquer que les faits invoqués dans la requête doivent être de nature à établir clairement, s'ils sont prouvés, l'innocence du prévenu ou la nécessité de l'application d'une loi pénale moins sévère.

Enfin votre Commission croit qu'après trente ans écoulés à partir de la condamnation définitive, la demande ne doit plus être recevable, à cause de la difficulté et de l'incertitude des preuves après un pareil délai.

Elle réserve toutefois le cas où la personne prétendument homicidée vient à reparaître et celui où il est intervenu des condamnations contradictoires d'où résulte l'innocence de l'accusé ou du prévenu. Ces exceptions se justifient d'elles-mêmes.

L'alinéa dernier de l'article 443 interdit la revision, en cas de condamnation par contumace, dans l'hypothèse du n° 3, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de l'innovation consacrée par le projet.

Cette disposition paraît justifiée. Il semble seulement qu'elle pourrait être exprimée plus clairement.

L'alinéa ajoute que, dans les deux premiers cas de l'article 443, si la condamnation a été prononcée par contumace, la demande sera admise « *avant comme après la prescription de la peine.* »

Ces mots peuvent donner lieu à des difficultés, et il serait préférable de les supprimer.

Il en résulte, en effet, que le condamné par contumace aurait le droit, *avant la prescription de sa peine*, de recourir à la revision, alors cependant que, dans ce cas, il lui suffit de se présenter devant ses juges pour faire tomber *de plein droit* sa condamnation. (A. 471, I. cr.) Celle-ci n'est donc pas encore irrévocable, et la voie de la revision ne peut être ouverte. En cas de contumace, la revision ne peut être admise « *avant la prescription de la peine* » que si elle est demandée par les représentants du condamné, parce que la comparution de celui-ci devant la justice est devenue impossible. (V. 444 2°.)

D'autre part, l'article 445 dit expressément que la Cour de cassation statue « *nonobstant toute prescription de la peine.* »

Le droit de demander la revision *après la prescription de la peine* a été en outre affirmé, de la manière la plus expresse, par M. le Ministre de la Justice. Sur la demande d'un membre de la Chambre, il a déclaré que la disposition de l'alinéa premier de l'article 445 s'applique incontestablement aux trois cas prévus par l'article 443, ce qui est du reste conforme au texte.

En résumé, la situation du contumace et de ses représentants *avant la prescription de la peine* est régie par les principes généraux et par la règle que la condamnation doit être définitive. (A. 443, al. 1.) Leur situation, *après cette prescription*, est fixée par l'article 445, alinéa premier.

Votre Commission propose, en conséquence, de rédiger de la manière suivante l'alinéa dernier de l'article 443 :

« *Lorsque la condamnation aura été prononcée par contumace, la revision ne pourra être demandée que pour les causes énoncées ci-dessus aux nos 1 et 2.* »

2° Parties civiles.

Le Projet de Loi ne s'occupe pas spécialement de la partie civile. Rien n'est changé à la législation actuelle, dans le cas où celle-ci a porté son action devant les tribunaux civils. Mais qu'arrivera-t-il si la condamnation à reviser a statué sur les réparations civiles réclamées par la victime du délit ou du crime devant la juridiction correctionnelle ou devant la Cour d'assises ?

Sera-t-elle obligée de prendre part à l'instance nouvelle ?

La décision à rendre sur la demande en revision s'appliquera-t-elle de plein droit à la partie civile ou bien lui sera-t-elle complètement étrangère ?

La partie civile ne peut réclamer la revision d'une décision définitive qui lui a été défavorable, si même des faits nouveaux établissent par la suite que l'acquiescement de l'accusé ou du prévenu a été vraiment scandaleux.

Elle peut, après de longues années écoulées depuis la condamnation définitive, avoir égaré les documents justificatifs de son action.

Les témoins peuvent avoir disparu.

La partie civile peut être décédée ou absente, ou être représentée par des héritiers qui ne connaissent plus les faits.

D'un autre côté, elle peut avoir un intérêt moral considérable dans le procès. Il semble injuste de l'exclure d'une façon absolue d'une instance en revision dans laquelle le condamné attaquera peut-être l'honneur personnel de la partie civile ou la mémoire de ses auteurs.

Votre Commission pense que le Projet de Loi doit régler cette situation puisqu'une grande extension va être donnée aux demandes en revision.

Elle vous propose de ne pas obliger la partie civile à recommencer, malgré elle, le procès définitivement jugé et terminé.

Le demandeur en revision sera tenu toutefois de lui notifier sa requête.

La partie civile aura alors une option.

Si elle intervient au débat, son sort sera réglé par les décisions qui seront rendues dans l'instance en revision. Elle pourra, après l'annulation de l'arrêt ou du jugement, se constituer de nouveau devant la Cour d'appel ou devant la Cour d'assises. Elle pourra aussi s'opposer, devant la Cour de cassation ou devant la Cour d'appel de renvoi, à la recevabilité de la demande.

Si, au contraire, elle préfère rester étrangère à la procédure nouvelle, la partie de l'arrêt ou du jugement qui a fixé définitivement ses droits restera debout.

Il faut cependant excepter le cas où il est établi que la prétendue victime de l'homicide est vivante.

Dans cette hypothèse, il n'est pas possible de maintenir la décision primitivement rendue. La Cour d'appel et la Cour d'assises doivent pouvoir, suivant les cas, la mettre à néant ou la modifier, en accueillant la demande en revision, même en l'absence, du reste volontaire, de la partie civile.

3° *Intervention de la Cour de cassation.*

Votre Commission croit que le Projet de Loi réduit d'une manière excessive le pouvoir d'appréciation qui doit appartenir à la Cour de cassation, en matière de demande en revision, pour empêcher les demandes abusives.

Si elle estime que la demande ne remplit pas les conditions de forme et de fond exigées par la loi, que les faits allégués sont insuffisants et sans pertinence, en un mot que cette demande ne peut évidemment aboutir, la Cour doit pouvoir, dans tous les cas, la rejeter, comme n'étant pas recevable, sans être tenue de renvoyer l'affaire devant une Cour d'appel, siégeant d'une manière solennelle pour instruire sur cette question de recevabilité.

Votre Commission vous propose de modifier le texte dans ce sens.

Il n'y aura pas là une violation de l'article 95 de la Constitution. Il doit être entendu en ce sens qu'il ne fait pas obstacle à l'exercice de la haute juridiction qui appartient nécessairement à la Cour de cassation dans certaines matières spéciales, en sa qualité de représentant suprême du pouvoir judiciaire.

C'est d'une de ces attributions exceptionnelles qu'il s'agit ici.

On peut citer comme exemples les poursuites répressives ou disciplinaires contre certains magistrats, les prises à partie, la mise à la retraite des membres de la Cour, etc. La Cour statue aussi sur les demandes de *Pro Deo*.

(V. Thonissen, *Constitution belge*, art. 95; *Pasinomie*, notes sur la loi du 7 juillet 1865; *Pandectes belges*, v^o Cour de cassation, n^{os} 76 et suivants, et v^o Cassation en général, 11 et 12; Scheyven, n^{os} 123 et suivants.)

Le projet admet implicitement cette doctrine: car il charge la Cour de cassation d'examiner si les condamnations sont contradictoires ou s'il existe une condamnation pour faux témoignage contre un témoin qui a déposé dans le procès dont la revision est demandée.

Si la Cour de cassation doit simplement faire l'office d'agent de transmission d'une requête, dans le cas prévu par le n^o 3 de l'article 443, il est facile de prévoir que la plupart des condamnés, ne fût-ce qu'en vue d'obtenir un sursis à l'exécution de leur peine, l'obligeront à statuer sur leur requête et à les renvoyer devant une Cour, au lendemain même du jour où leur pourvoi en cassation contre la décision qui les a condamnés, aura été rejeté par elle.

Ne verra-t-on pas aussi, comme dans l'ancien droit, des individus, dont la culpabilité est évidente, assumer sur eux, parfois à prix d'argent, la responsabilité de toute l'affaire, et chercher, après une condamnation définitive, à procurer un nouveau recours à leurs complices qu'ils voudront favoriser par leurs déclarations?

Peut-on admettre que la première chambre de nos cours d'appel, déjà si encombrée d'affaires, soit obligée de siéger en tout cas, sous la présidence du premier Président, après un rapport fait par l'un de ses membres et en présence du Procureur général, pour statuer solennellement sur la recevabilité d'une demande qui n'a aucun fondement?

Peut-on obliger la Cour de cassation à rendre, en pareil cas, deux arrêts, l'un sur le renvoi, l'autre sur la recevabilité?

Il importe de sauvegarder la dignité du pouvoir judiciaire et le respect de la chose jugée, en arrêtant, au début, toute demande qui n'a pas un caractère sérieux.

4^o *Intervention du Ministère public.*

Le projet supprime l'intervention du Procureur général dans l'instance en recevabilité de la demande en revision.

Votre Commission vous propose de la maintenir.

Elle suppose même que cette omission doit être le résultat d'une erreur.

Il y a lieu aussi de modifier le texte de manière à indiquer que chaque partie a le droit d'être entendue par la juridiction saisie.

5^o *Pouvoir de la Cour de renvoi.*

La Cour doit avoir le pouvoir de modifier la peine, non seulement dans le cas du n^o 3 de l'article 443, c'est-à-dire quand la revision est demandée

à cause de l'application d'une loi pénale trop sévère, mais également dans l'hypothèse prévue par le paragraphe dernier de l'article 445.

On doit aussi supprimer la partie finale de l'article 447, « ainsi qu'il est prévu au n° 3 de l'article 443. »

Elle est en effet inutile, et il faudrait ajouter, pour être complet, « et dans le cas de l'article 445, § dernier. »

6° *Condamnation aux dépens de l'instance.*

Le demandeur en revision qui succombe, doit être, à l'exception naturellement de la partie publique, condamné aux dépens.

Telle était la disposition proposée par la Commission extra-parlementaire, par le Gouvernement et par la Commission de la Chambre.

7° *Remboursement de l'amende.*

Le Code d'instruction criminelle et la loi française de 1867 ne parlent pas du remboursement de l'amende, payée injustement par le condamné dont la demande en revision est accueillie.

En effet, ces législations n'admettent pas la revision d'une condamnation à une amende.

Le Projet de Loi, au contraire, autorise la demande dans ce cas.

L'article 447 prévoit, en cas de revision, le paiement d'une indemnité, dont le montant est fixé par le Gouvernement, soit au condamné, soit à ses ayants droit :

Mais il ne s'explique pas sur la restitution de l'amende, qui est cependant de droit en cas d'acquiescement.

Il y a lieu de ne pas laisser de doute sur l'obligation de l'État quant à ce point et d'ajouter à l'article un paragraphe nouveau ainsi conçu :

« *L'amende, perçue indûment, sera remboursée, avec les intérêts légaux depuis la perception.* »

Moyennant ces modifications, votre Commission s'est ralliée au Projet de Loi.

Le Rapporteur,
ÉMILE DUPONT.

Le Président,
J. LAMMENS.

Amendements proposés au Sénat par la Commission
de la Justice (1).

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LIVRE III.

De quelques procédures particulières.

TITRE IX.

Des demandes en revision.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 443, 444, 445, 446 et 447 du Code d'instruction criminelle sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

ART. 443. — La revision des condamnations passées en force de chose jugée pourra, en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, être demandée pour les causes ci-après :

1° Si des condamnations prononcées, contradictoirement ou non, à raison d'un même fait, par des arrêts ou jugements distincts, contre des accusés ou prévenus différents, ne peuvent se concilier et que la preuve de l'innocence de l'un des condamnés résulte de la contrariété des décisions ;

2° Si un témoin entendu à l'audience, dans le cas d'un procès jugé contradictoirement par une Cour d'assises ou entendu, soit à l'audience, soit au cours de l'instruction préparatoire, dans le cas d'un procès jugé par une autre juridiction ou par une Cour d'assises statuant par contumace, a subi ultérieurement, pour faux témoignage contre le condamné, une condamnation passée en force de chose jugée ;

3° Si la preuve de l'innocence du condamné ou de l'application d'une loi pénale plus sévère que celle à laquelle il a réellement contrevenu paraît résulter d'un fait survenu depuis sa condamnation ou d'une circonstance qu'il n'a pas été à même d'établir lors du procès.

(1) Les amendements sont imprimés en caractères italiques.

Toutefois la demande en revision ne sera pas recevable :

Si la seule peine correctionnelle prononcée consiste dans une amende inférieure à cinq cents francs ;

Si elle ne dépasse pas la peine ou le minimum de la peine comminée, par la loi moins sévère, contre l'infraction qui a été effectivement commise ;

S'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis la condamnation définitive du faux témoin ; dans le cas où cette condamnation serait antérieure à la présente loi, le délai courra à partir de la promulgation ;

S'il s'est écoulé plus de trente ans depuis la condamnation dont la revision est demandée, à moins qu'il ne se soit produit des faits de nature à établir l'existence de la prétendue victime d'un homicide, ou qu'il n'existe des condamnations qui ne peuvent se concilier ;

Lorsque la condamnation aura été prononcée par contumace, la revision ne pourra être demandée que pour les causes énoncées ci-dessus aux n^{os} 1 et 2.

ART. 444. — Le droit de demander la revision appartient :

1^o Au condamné ;

2^o Si le condamné est décédé, si son interdiction a été prononcée ou s'il se trouve en état d'absence déclarée, à son conjoint, à ses descendants, à ses ascendants, à ses frères et sœurs ;

3^o Au Ministre de la Justice.

La Cour de cassation connaît des demandes en revision.

Elle en est saisie, soit par le réquisitoire du Procureur général, soit par une enquête, signée d'un avocat à la Cour, détaillant les faits et spécifiant la cause de revision.

Sur le vu du réquisitoire du Procureur général ou de la requête présentée en due forme, la Cour de cassation, si le condamné est décédé, absent ou interdit, nommera un curateur à sa défense, lequel le représentera dans la procédure en revision.

La demande ne sera recevable qu'un mois après avoir été notifiée à la partie civile ou à ses représentants, s'il y en a eu une au procès, avec sommation d'intervenir dans l'instance.

Si la partie civile intervient en cette qualité, l'arrêt de la Cour de cassation qui statuera sur la demande en revision lui sera commun ; en conséquence, l'arrêt qui annulera la condamnation, annulera également la décision rendue en ce qui concerne les intérêts de la partie civile. Celle-ci aura le droit de se constituer, si elle le juge convenable, soit devant la Cour d'appel, soit devant la Cour d'assises, saisies par suite du renvoi ordonné par la Cour de cassation en vertu de l'article 445.

Si, au contraire, elle n'intervient pas dans l'instance, la demande en revision sera sans influence sur la décision rendue en ce qui concerne les réparations civiles. Toutefois, dans le cas de l'existence prouvée de la victime prétendue d'un homicide, les réparations obtenues contre le condamné par la partie civile pourront être mises à néant, ou modifiées par la Cour d'assises ou par la Cour d'appel en même temps que la condamnation elle-même, malgré l'absence de la partie civile.

ART. 445. — Lorsque la demande en revision sera formée pour la cause

exprimée au n° 1° de l'article 443, la Cour de cassation, si elle reconnaît que les condamnations ne peuvent se concilier, les annulera et, selon les cas, renverra les affaires, dans l'état des procédures, nonobstant toute prescription de l'action ou de la peine, devant une Cour d'appel ou une Cour d'assises qui n'en aura pas primitivement connu. En cas de décès, d'interdiction, d'absence, de contumace ou de défaut du condamné pour lequel la requête mentionnée à l'article 444 n'aura pas été présentée, la Cour de cassation nommera un curateur à sa défense, lequel le représentera dans la procédure en revision.

Lorsque la cause invoquée à l'appui de la demande en revision sera celle qui est exprimée au n° 2 de l'article 443, la Cour de cassation, s'il en est justifié devant elle, annulera la condamnation et renverra l'affaire devant une Cour d'appel ou une Cour d'assises, ainsi qu'il est dit au premier alinéa du présent article. Le témoin condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

Lorsque la revision sera demandée pour l'une des causes prévues au n° 3 de l'article 443, la Cour de cassation, *si elle ne rejette pas immédiatement la demande comme n'étant point justifiée*, ordonnera qu'il sera instruit sur la demande en revision par une Cour d'appel qu'elle en chargera, aux fins de vérifier si les faits articulés à l'appui de la demande en revision paraissent suffisamment concluants pour qu'il y ait lieu de procéder à la revision.

Il sera procédé à cette instruction à l'audience publique de la Chambre civile présidée par le premier Président, après rapport fait par l'un des conseillers de la Chambre et *après avoir entendu le Procureur général*, le condamné ou le curateur à sa défense et les parties civiles, s'il y en a au procès. Il sera statué, par arrêt motivé, sur les résultats de l'instruction et, selon que la Cour d'appel émettra l'avis qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à revision, la Cour de cassation annulera la condamnation et renverra l'affaire devant une Cour d'appel ou une Cour d'assises, ainsi qu'il est dit au premier alinéa du présent article, ou rejettera la demande en revision. Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la Cour de cassation la déclarera nulle, ordonnera qu'elle sera recommencée et renverra l'affaire, en état d'instruction, à une autre Cour d'appel.

Lorsque la demande en revision portera sur une condamnation pour homicide et que l'existence de la prétendue victime de l'homicide, à une date postérieure à celle de la condamnation, sera établie, si le condamné est vivant et si les constatations faites, dans l'instruction, laissent subsister contre lui des charges suffisantes pour une inculpation correctionnelle ou criminelle, la Cour d'appel le déclarera, dans son arrêt, et la Cour de cassation, en annulant la condamnation, renverra l'affaire à une Cour d'appel ou une Cour d'assises, ainsi qu'il est dit au premier alinéa du présent article ; à défaut de cette déclaration, la Cour de cassation annulera la condamnation sans renvoi.

ART. 446. — Le renvoi à une Cour d'assises n'a lieu, en vertu de l'article précédent, que si la condamnation à reviser ou l'une des condamnations reconnues inconciliables a été prononcée par une Cour d'assises. En cas de renvoi à une Cour d'assises, un nouvel acte d'accusation sera dressé.

La Cour d'assises statuera avec l'assistance du jury, nonobstant contumace.

ART. 447. — La Cour de renvoi prononcera l'acquittement de l'accusé ou du prévenu, ou confirmera la condamnation annulée pour cause de revision, sauf à réduire, le cas échéant, ainsi qu'il est prévu au n° 3 de l'article 443 et au dernier § de l'article 445, la peine infligée par cette condamnation.

Lorsque la Cour de cassation annulera, sans renvoi, une condamnation pour homicide et lorsque la Cour de renvoi prononcera l'acquittement de l'accusé ou du prévenu, il sera déclaré, dans l'arrêt, que l'innocence de l'accusé ou du prévenu a été reconnue. L'arrêt sera publié, par extrait, à la demande de l'intéressé ou de ses ayants droit et à la diligence du Procureur général dans le *Moniteur belge* et dans un journal de la province où la condamnation annulée aura été prononcée. Il sera de plus, dans les mêmes conditions, affiché tant dans la commune où l'infraction a été relevée, que dans celle où la décision primitive a été rendue. Une expédition en sera transmise au Ministre de la Justice et une autre expédition en sera délivrée au condamné ou au curateur à sa défense.

Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, une indemnité sera allouée, à charge du Trésor public, soit au condamné, soit à ses ayants droit. Le montant en sera fixé par le Gouvernement.

Semblable indemnité pourra être allouée, lorsque la peine aura été réduite (1).

*Le demandeur en revision, qui succombe, sera condamné aux dépens.
L'amende, perçue indûment, sera remboursée avec les intérêts légaux depuis la perception.*

(1) Les mots..., « ainsi qu'il est prévu au n° 3 de l'article 443. » ont été supprimés.

ANNEXES.

I. — Dispositions en vigueur du code d'instruction criminelle.

CHAPITRE III.

DES DEMANDES EN REVISION.

ART. 443.

Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime, et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime ; si les deux arrêts ne peuvent se concilier, et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des deux arrêts sera suspendue, quand même la demande en cassation de l'un ou de l'autre arrêt aurait été rejetée.

Le *grand juge* ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du procureur général, chargera le procureur général près la cour de cassation de dénoncer les deux arrêts à cette cour.

La dite cour, section criminelle, après avoir vérifié que les deux condamnations ne peuvent se concilier, cassera les deux arrêts et renverra les accusés, pour être procédé sur les actes d'accusation subsistants, devant une cour autre que celles qui auront rendu les deux arrêts.

ART. 444.

Lorsque, après une condamnation pour homicide, il sera, de l'ordre exprès du *grand juge* ministre de la justice, adressé à la cour de cassation, section criminelle, des pièces représentées postérieurement à la condamnation, et propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, cette cour pourra préparatoirement désigner une cour impériale pour reconnaître l'existence et l'identité de la personne prétendue homicide, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation.

L'exécution de la condamnation sera, de plein droit, suspendue par l'ordre du *grand juge*, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et, s'il y a lieu ensuite, par l'arrêt préparatoire de cette cour.

La cour désignée par celle de cassation prononcera simplement sur l'identité ou non-identité de la personne; et après que son arrêt aura été, avec la procédure, transmis à la cour de cassation, celle-ci pourra casser l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'action à une cour d'assises autre que celles qui en auraient primitivement connu. (I. cr., 447.)

ART. 445.

Lorsque, après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation, quand même la cour de cassation aurait rejeté la requête du condamné.

Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le *grand juge* ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, ou du procureur général, chargera le procureur général près la cour de cassation de dénoncer le fait à cette cour.

La dite cour, après avoir vérifié la déclaration du jury, sur laquelle le second arrêt aura été rendu, annulera le premier arrêt si, par cette déclaration, les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et, pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation subsistant, elle le renverra devant une cour d'assises autre que celles qui auront rendu soit le premier, soit le second arrêt.

Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit et l'arrêt de condamnation sera exécuté.

ART. 446.

Les témoins condamnés pour faux témoignage ne pourront pas être entendus dans les nouveaux débats.

ART. 447.

Lorsqu'il y aura lieu de reviser une condamnation pour la cause exprimée en l'article 444, et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, la cour de cassation créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné.

Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui.

II. — Loi française du 29 juin-5 juillet 1867.

Loi sur la revision des procès criminels
et correctionnels.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 443, 444, 445, 446 et 447 C. inst. crim. sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

ART. 443. La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, dans chacun des cas suivants :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

Le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

ART. 444. Le droit de demander la revision appartiendra :

1° Au ministre de la justice ;

2° Au condamné ;

3° Après la mort du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

En matière correctionnelle, la revision ne pourra avoir lieu que pour une condamnation à l'emprisonnement ou pour une condamnation prononçant ou emportant l'interdiction, soit totale, soit partielle, de l'exercice des droits civiques, civils et de famille.

La cour de cassation, section criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties invoquant un des cas ci-dessus spécifiés.

La demande de celle-ci sera non recevable pour les cas déterminés aux n^{os} 2 et 3 de l'article précédent, si elle n'a pas été inscrite au ministère de la justice dans le délai de deux ans, à partir de la seconde des condamnations inconciliables ou de la condamnation du faux témoin.

Dans tous les cas, l'exécution des arrêts ou jugements dont la revision est demandée sera de plein droit suspendue sur l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette cour statuant sur la recevabilité.

ART. 445. En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, la cour procédera directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

Lorsque l'affaire sera en état, si la cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annulera les jugements ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision ; elle fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une cour ou un tribunal autres que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire.

Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

ART. 446. Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace, ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts.

Dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement portée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts.

ART. 447. Lorsqu'il s'agira du cas de revision exprimé au n^o 1 de l'art. 443, si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 2.

Dans tous les cas où la condamnation donnant ouverture à revision, dans les termes de l'art. 443, §§ 2 et 3, serait antérieure à la présente loi, le délai fixé par l'art. 444, pour l'inscription de la demande, courra à partir de la promulgation.

III. — Exposé des motifs déposé par le Gouvernement, le 24 juillet 1879, à l'appui du projet du code de procédure pénale.

Rapport de M. le Conseiller De Le Court sur le titre IX.

TITRE IX.

DES DEMANDES EN REVISION

(Art. 443 à 447, C. instr. crim.)

Admettre la revision des décisions définitives en matière répressive, c'est évidemment porter atteinte au principe si nécessaire de l'autorité de la chose jugée.

Le législateur ne saurait néanmoins s'abstenir de consacrer ce mode de recours extraordinaire, puisque seul il permet d'atténuer les conséquences des erreurs judiciaires toujours possibles, et d'empêcher qu'un innocent reste sous le coup d'une condamnation paraissant méritée lorsqu'elle a été prononcée, mais dont l'injustice vient ensuite à être démontrée.

Mais à raison même des motifs tout exceptionnels qui légitiment la revision, elle ne doit être permise que là où l'innocence du condamné est manifeste et certaine, et la procédure tendante à obtenir la preuve de cette innocence, doit être entourée de formes et de garanties toutes spéciales.

Ce sont ces considérations qui justifient les dispositions adoptées par la commission dans ce titre.

Le droit de demander la revision est étendu aux matières correctionnelles, ce que ne fait pas le Code d'instruction criminelle, mais ce que la jurisprudence a déjà admis depuis longtemps; il peut s'exercer non seulement à l'occasion de décisions contre lesquelles le condamné a épuisé tous les recours ordinaires, mais de toute décision passée en force de chose jugée; les causes de revision peuvent aussi bien surgir après un jugement correctionnel devenu définitif parce que le condamné n'a pas cru devoir en interjeter appel, qu'après une décision d'appel ou de cassation.

Lorsque le condamné est décédé avant la découverte de faits pouvant donner lieu à revision, cette procédure doit encore être admise et poursuivie; elle a alors pour objet de réhabiliter la mémoire du défunt.

Quant aux jugements de police, le peu d'importance et la courte durée des peines qu'ils peuvent prononcer en général, doivent les soustraire sans inconvénient, à la possibilité d'une revision.

La commission n'a pas hésité à maintenir par l'article 1^{er} du présent titre, les trois seuls cas de revision prévus par les articles 443, 444 et 445 du Code d'instruction criminelle; dans les circonstances que ces articles indiquent, l'innocence du condamné peut être envisagée comme certaine.

Le paragraphe 3 de cet article est rédigé de manière à comprendre *tout* témoin, tant à charge qu'à décharge, dès qu'il aura porté un faux témoignage *contre* l'inculpé.

Mais faut-il aller plus loin encore, et permettre la demande en revision d'une manière générale et absolue, dès que, postérieurement à une condamnation définitive, des faits nouveaux pourraient être invoqués par le condamné pour faire présumer son innocence?

L'examen de cette question a fait l'objet d'une discussion approfondie.

Deux membres de la commission ont soutenu l'affirmative, et ont proposé de rédiger le n^o 4 de l'article 1^{er} en ces termes : « Enfin, en dehors » des cas spécialement prévus par les numéros précédents, lorsqu'après » un arrêt de condamnation on produira la preuve ou de suffisants » indices de l'innocence de l'accusé ou du prévenu condamné. »

Il peut, ont-ils dit, se présenter des circonstances où l'innocence d'un condamné se manifeste tout aussi clairement que par les seuls faits admis comme cause de revision par le Code d'instruction criminelle. Un inculpé peut avoir ignoré, au moment de sa mise en jugement et jusqu'à la décision définitive, l'existence de faits qui ne lui sont révélés que plus tard, et qui pourraient entraîner la preuve de son innocence; il est déjà arrivé qu'un témoin important, qui avait gardé le silence ou qui était resté inconnu, ou bien que le véritable coupable, qui n'avait pas été découvert, ait fait, à son lit de mort, des révélations de nature à faire croire que l'auteur du crime n'est pas celui que la justice a frappé. Dans ces cas et d'autres analogues, il faut que la cour d'appel, déléguée à cette fin par la cour de cassation, recherche d'abord si les faits nouvellement produits existent réellement, et vérifie l'influence que ces faits peuvent exercer sur la justice de la condamnation; il faut que, si l'existence de ces faits justifie ou rend vraisemblable l'innocence du condamné, la cour de cassation anéantisse l'arrêt de condamnation, ou ordonne tout au moins que l'affaire soit soumise à de nouveaux débats; c'est la justice elle-même qui doit proclamer l'innocence de celui qu'involontairement elle a flétri à tort; et il ne suffit pas que ce condamné innocent se voie relevé de sa peine par un acte de la clémence royale, seul remède qu'offre aujourd'hui notre législation pénale.

La majorité de la commission, tout en admettant qu'il devrait peut-être en être ainsi au point de vue de l'équité, a considéré ce système comme trop absolu et comme susceptible d'entraîner, en pratique, des inconvénients si graves qu'il ne pourrait sans danger prendre place dans la législation, tel qu'il était formulé par le texte proposé.

Permettre, d'une manière générale, les demandes en revision, toutes les fois qu'après une condamnation définitive, l'on peut invoquer des

indices nouveaux de l'innocence du condamné, c'est créer une nouvelle voie de recours ordinaire contre toute décision répressive passée en force de chose jugée ; il sera toujours aisé au condamné de présenter un fait comme indice nouveau et suffisant pour motiver une demande en revision, et pour tenter ainsi, le plus souvent avec succès comme nous allons le voir, de faire recommencer son procès devant de nouveaux juges.

En effet, la cour de cassation, à laquelle les faits ou indices pourront être dénoncés par le condamné, n'aura sous les yeux ni la première instruction préparatoire, ni l'instruction définitive, qui ont précédé la condamnation ; elle ne possédera aucun des éléments qui ont aidé à former la conviction des juges ; elle se trouvera simplement en présence d'une requête affirmant l'existence de faits ou d'indices, et son rôle se bornera à renvoyer à une cour d'appel, en chargeant celle-ci de vérifier l'existence et la portée des faits et indices signalés.

Comment cette cour de renvoi pourra-t-elle ensuite, si elle constate l'existence des faits et indices présentés comme nouveaux, en apprécier l'importance au point de vue de l'influence qu'ils peuvent exercer sur la condamnation prétendument injuste ?

Si, dans certains cas, elle peut se faire représenter la première information écrite, elle n'a jamais aucun moyen de connaître avec certitude ce qui s'est passé dans les débats oraux, les faits dont il y a été parlé, la manière dont ils ont été expliqués, les reconnaissances ou dénégations faites par l'accusé, la discussion qui s'est établie sur tous ces faits entre la défense et le ministère public, enfin tous ces éléments si multiples et si variés autres que les pièces écrites de l'instruction préliminaire, qui ont pu entraîner la conviction des juges. Car, en matière correctionnelle, s'il est tenu un procès-verbal des déclarations des témoins devant le tribunal, il est rarement complet et exact, et il ne relate point les dires des prévenus ; devant la cour d'appel, la rédaction de ce procès-verbal n'est pas même exigée, en sorte que, si un témoin ou un prévenu modifie en appel ses déclarations de première instance, il n'en reste nulle trace ; devant la cour d'assises, aucun acte écrit non plus ne doit constater ce qui s'est dit ou déclaré aux débats. Il pourra donc même arriver que le fait présenté comme nouveau, à l'appui de la demande en revision, aura déjà été allégué, prouvé et discuté dans les premiers débats, que les juges ou le jury qui l'ont apprécié ne l'auront point envisagé comme élisif de la culpabilité de l'inculpé, et que cependant la cour d'appel, chargée de la procédure en revision, ignorant ces circonstances, se trouvant dans l'impossibilité de mettre ce fait en rapport avec les autres éléments de conviction qui lui restent inconnus, le déclarera prouvé et concluant, déclaration sur le vu de laquelle la cour de cassation pourra annuler la condamnation et soumettre l'affaire à de nouveaux débats !

Nous le répétons, généraliser, ainsi qu'on le propose, la faculté de demander la revision, ce serait créer une nouvelle voie des recours *ordinaire* contre toute condamnation répressive ; ce serait porter une atteinte trop grave à l'autorité de la chose jugée, et diminuer sans motif la confiance légitime qu'inspirent les décisions de la justice ; une innovation aussi importante se justifierait peut-être si, en présence d'un nombre tou-

jours croissant d'erreurs judiciaires, elle était réclamée par l'opinion publique ; mais telle n'est heureusement pas la situation dans notre pays.

Ces considérations ont déterminé la majorité de la commission à n'admettre le n° 4 de l'article 1^{er}, qu'avec un tempérament destiné à éviter autant que possible les inconvénients qui viennent d'être signalés ; ce tempérament, emprunté à une proposition de loi faite en 1878 à la Chambre des députés de France, consiste à ne permettre l'accueil de la demande en revision, lorsqu'elle se produit en dehors des trois premiers cas de l'article, que si les magistrats qui ont rendu la sentence de condamnation, déclarent par un avis motivé, que dans leur opinion, les faits ou indices invoqués, peuvent effectivement, soit justifier, soit rendre vraisemblable l'innocence du condamné.

Ces magistrats, au moins, pourront avoir gardé le souvenir des circonstances qui ont motivé leur conviction et celle du jury ; ils sauront si le fait produit comme nouveau, ne l'a pas été déjà ; ils pourront apprécier à sa juste valeur l'influence que les faits ou indices peuvent exercer sur la condamnation.

L'article exige l'avis favorable des « magistrats qui ont participé à l'arrêt ou au jugement, ou à leur défaut, de ceux qui ont connu de l'affaire. »

La loi ne saurait régler d'une manière plus précise ce détail de la procédure en revision ; au moment où la demande se produira, les magistrats qui ont prononcé la condamnation n'occuperont peut-être plus tous les mêmes fonctions, quelques-uns seront peut-être décédés ; ce n'est donc pas de tel tribunal ou de telle cour que l'avis est requis ; c'est de chacun des magistrats composant, lors de la condamnation, la cour ou le tribunal qui l'a prononcée, quelle que soit leur position au moment de la demande en revision ; si tous ont cessé d'exister à ce moment, l'on devra se contenter de l'avis de ceux qui ont connu de l'affaire, soit comme membres d'une chambre d'accusation, soit autrement ; que si aucun des magistrats de ces deux catégories n'est en vie ou en état de donner son avis, mieux vaut alors refuser toute demande en revision que de l'accueillir avec tous les inconvénients si sérieux résumés ci-dessus.

Les circonstances qui peuvent autoriser une demande en revision étant spécifiées à l'article 1^{er}, l'article 2 énumère les personnes qui peuvent la former, puis les articles 3 à 7 règlent la procédure ; c'est toujours une cour d'appel désignée par la cour de cassation qui vérifiera les faits dénoncés et en appréciera le caractère ; dans le cas de l'article 1^{er}, 4^o, la cour d'appel ne pourra être chargée de cette mission, que s'il y a avis favorable des magistrats y désignés, puisque cet avis doit être obtenu avant que la demande soit adressée à la cour de cassation, et que cette cour devrait se borner à rejeter la demande, si elle lui parvenait sans cet avis.

A la cour de cassation appartient ensuite et toujours la mission de prononcer définitivement sur la demande, d'après les résultats des recherches de la cour d'appel ; dans le cas prévu par le § 1^{er} de l'article 1^{er}, si l'existence de la prétendue victime de l'homicide est prouvée, soit directement, soit par des présomptions si graves qu'elles équivalent à une preuve directe, et si l'enquête de la cour d'appel n'a établi aucun fait de

nature à incriminer le condamné de tout autre acte de violence moins grave qu'un homicide sur cette même victime, la cour de cassation annule la condamnation sans prescrire une nouvelle mise en jugement du condamné, puisque la preuve de son innocence est alors à l'abri de tout doute ; dans tous les autres cas de revision prévus au même article, la cour de cassation, après avoir annulé la condamnation, ne peut qu'ordonner un nouvel examen de la cause par une juridiction du même degré, mais autre que celle qui avait prononcé la condamnation.

La disposition de l'article 8 constitue la seule réparation qu'il soit possible d'offrir à la victime constatée d'une erreur judiciaire ; la déclaration de son innocence sera publiée par la presse, et le Gouvernement sera mis à même d'apprécier, s'il y a lieu, de lui accorder une indemnité pécuniaire. (*Voir le rapport fait au nom de la commission par M. Nypels, du 28 décembre 1874.*)

Nous n'avons pas cru devoir régler, par un article spécial, les effets de la demande en revision quant à l'exécution de la peine ; tant que la demande n'aura pas reçu de solution définitive, si le condamné n'a pas encore commencé à subir sa peine, il va de soi qu'aucun magistrat ne voudra encourir la responsabilité de faire exécuter une condamnation dont il sait que la revision est demandée ; la demande sera donc nécessairement suspensive dans ce cas. Si le condamné est déjà incarcéré, il restera légalement *condamné* tant que la cour de cassation n'aura pas annulé le jugement de condamnation ; dès que l'annulation sera prononcée, la détention de l'inculpé ne sera plus que *préventive*, et restera par conséquent soumise aux règles légales ordinaires à cet égard.

**IV. — Texte du Projet déposé par le Gouvernement le
24 juillet 1879.**

TITRE IX.

(DES DEMANDES EN REVISION.)

ARTICLE PREMIER.

En matière criminelle et correctionnelle, la revision d'une condamnation passée en force de chose jugée pourra être demandée dans les cas suivants :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, il sera produit des pièces ou des déclarations propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un arrêt ou jugement aura condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3° Lorsque, postérieurement à la condamnation, un des témoins entendus aura été condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ;

4° *Enfin, en dehors des cas spécialement prévus par les numéros précédents, lorsque, après la condamnation prononcée, il se sera produit des faits de nature à fournir de suffisants indices de l'innocence du condamné, et que les magistrats qui ont participé à l'arrêt ou au jugement et, à leur défaut, ceux qui ont connu de l'affaire, auront donné un avis motivé favorable à la revision.*

ART. 2.

Le droit de demander la revision appartient :

1° Au procureur général dans le ressort duquel la condamnation a été prononcée ;

2° Au condamné ;

3° Après le décès de celui-ci, au curateur à sa mémoire qui sera nommé par la cour de cassation, sur la requête du conjoint, des ascendants, des descendants ou des héritiers légaux du condamné.

Ce curateur représentera le condamné dans toute la procédure en revision, et exercera tous ses droits.

ART. 3.

La demande en revision sera adressée à la cour de cassation.

ART. 4.

Dans le cas prévu au n° 1 de l'article 1^{er}, la cour de cassation, sur la réquisition de son procureur général, désignera une cour d'appel pour reconnaître l'existence et l'identité de la prétendue victime de l'homicide.

La cour d'appel prononcera simplement sur cette identité et transmettra les pièces de la procédure à la cour de cassation.

Si l'arrêt déclare que l'identité est constatée, la cour de cassation annulera l'arrêt de condamnation, et si l'annulation de l'arrêt à l'égard du condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

ART. 5.

Si la demande en revision est fondée sur la contradiction de deux condamnations (art. 1^{er}, n° 2), la cour de cassation, après avoir reconnu que ces condamnations ne peuvent se concilier, les annulera.

Elle renverra les condamnés devant une juridiction autre que celles qui auront rendu les premières décisions. Les actes d'accusation seront maintenus si les condamnations émanent d'une cour d'assises.

ART. 6.

Dans le cas prévu au n° 3 de l'article 1^{er}, la cour de cassation, après avoir vérifié la condamnation pour faux témoignage, annulera la première condamnation et renverra l'accusé ou le prévenu, selon le cas, devant une cour ou un tribunal autres que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire.

Si l'affaire doit être soumise au jury, le procureur général près la cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

Le témoin condamné pour faux témoignage ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

ART. 7.

Dans le cas prévu au n° 4 de l'article 1^{er}, la cour de cassation désignera préparatoirement une cour d'appel qu'elle chargera de procéder à une instruction sur les faits et indices nouvellement produits.

Cette instruction sera faite, en séance publique, par la chambre civile présidée par le premier président. Le procureur général et le condamné (en cas de décès, le curateur à sa mémoire) seront entendus.

(23)

L'arrêt décidera si les faits et indices sont constants et concluants, et renverra les pièces à la cour de cassation. Cette cour, après avoir annulé la condamnation, renverra l'affaire à une juridiction autre que celle qui en ont connu.

ART. 8.

Toute décision définitive de revision, qui admet l'innocence de l'accusé ou du prévenu condamné par erreur, sera, à la diligence du procureur général, publiée par la voie du *Moniteur belge*, et une expédition en sera transmise au ministre de la justice.

Si la décision est rendue après décès, elle déchargera la mémoire du condamné.

ART. 9.

Si la demande en revision est rejetée, le demandeur sera condamné aux dépens.

V. — **Projet de la Commission spéciale de la Chambre des Représentants (8 mai 1884).**

TITRE IX.

DES DEMANDES EN REVISION.

Projet du Gouvernement.

Projet de la Commission.

ARTICLE PREMIER.

En matière criminelle et correctionnelle, la revision d'une condamnation passée en force de chose jugée pourra être demandée dans les cas suivants :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, il sera produit des pièces ou des déclarations propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un arrêt ou jugement aura condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3° Lorsque, postérieurement à la condamnation, un des témoins entendus aura été condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ;

4° Enfin, en dehors des cas spécialement prévus par les numéros précédents, lorsque, après la condamnation prononcée, il se sera produit des faits de nature à fournir de suffisants indices de l'innocence du condamné, et que les magistrats qui ont participé à l'arrêt ou au jugement, et, à leur défaut, ceux qui ont connu de l'affaire, auront donné un avis favorable à la revision.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

4° Enfin, en dehors des cas spécialement prévus par les numéros précédents, lorsque, après la condamnation, il se sera produit de nouveaux faits ou de nouveaux moyens de preuve qui, par eux-mêmes ou combinés avec les preuves antérieures, sont de nature à donner lieu à l'acquiescement de l'accusé ou du prévenu, ou à une condamnation moindre par l'application d'une loi pénale moins sévère.

Projet du Gouvernement.

Projet de la Commission.

ART. 2.

Le droit de demander la revision appartient :

1° Au procureur général dans le ressort duquel la condamnation a été prononcée ;

2° Au condamné ;

3° Après le décès de celui-ci, au curateur à sa mémoire qui sera nommé par la cour de cassation, sur la requête du conjoint, des ascendants, des descendants ou des héritiers légaux du condamné.

Ce curateur représentera le condamné dans toute la procédure en revision et exercera tous ses droits.

ART. 3.

La demande en revision sera adressée à la cour de cassation.

ART. 4.

Dans le cas prévu au n° 1 de l'article 1^{er}, la cour de cassation, sur la réquisition de son procureur général, désignera une cour d'appel, pour reconnaître l'existence et l'identité de la prétendue victime de l'homicide.

La cour d'appel prononcera simplement sur cette identité et transmettra les pièces de la procédure à la cour de cassation.

Si l'arrêt déclare que l'identité est constatée, la cour de cassation annulera l'arrêt de condamnation, et si l'annulation de l'arrêt à l'égard du condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

Si l'affaire n'est pas en état, la cour d'appel procédera directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes, confrontations, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

La cour d'appel prononcera simplement sur l'identité et transmettra les pièces de la procédure à la cour de cassation.

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.

Projet de la Commission.

ART. 5.

Si la demande en revision est fondée sur la contradiction de deux condamnations, la cour de cassation, après avoir reconnu que ces condamnations ne peuvent se concilier, les annulera.

Elle renverra les condamnés devant une juridiction autre que celles qui auront rendu les premières décisions. Les actes d'accusation seront maintenus, si les condamnations émanent d'une cour d'assises.

ART. 6.

Dans le cas prévu au n° 3 de l'article 1^{er}, la cour de cassation, après avoir vérifié la condamnation pour faux témoignage, annulera la première condamnation et renverra l'accusé ou le prévenu, selon le cas, devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui ont primitivement connu de l'affaire.

Si l'affaire doit être soumise au jury, le procureur général près la cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

Le témoin condamné pour faux témoignage ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

ART. 7.

Dans le cas prévu au n° 4 de l'article 1^{er}, la cour de cassation désignera préparatoirement une cour d'appel qu'elle chargera de procéder à une instruction sur les faits et indices nouvellement produits.

Cette instruction sera faite, en séance publique, par la chambre civile présidée par le premier président. Le procureur général et le condamné (en cas de décès, le curateur à sa mémoire) seront entendus.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Elle renverra le condamné devant une juridiction autre que celles qui auront rendu les premières décisions.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

(Supprimé.)

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.

Projet de la Commission.

L'arrêt décidera si les faits et indices sont constants et concluants et renverra les pièces à la cour de cassation. Cette cour, après avoir annulé la condamnation, renverra l'affaire à une juridiction autre que celles qui en ont connu.

ART. 8.

Toute décision définitive de revision qui admet l'innocence de l'accusé ou du prévenu condamné par erreur sera, à la diligence du procureur général, publiée par le *Moniteur belge*, et une expédition en sera transmise au ministre de la justice.

Si la décision est rendue après décès, elle déchargera la mémoire du condamné.

ART. 9.

Si la demande en revision est rejetée, le demandeur sera condamné aux dépens.

Si l'affaire n'est pas en état, la cour d'appel procédera conformément au deuxième alinéa de l'article 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

Toute décision définitive de revision qui admet l'innocence de l'accusé ou du prévenu condamné par erreur sera, à la diligence du procureur général, publiée par extrait dans les colonnes du *Moniteur belge* et d'un journal de la province où la condamnation a été prononcée. Une expédition sera transmise au ministre de la justice.

(Comme ci-contre.)

ART. 9.

Si la demande en revision est rejetée, le demandeur, autre que la partie publique, sera condamné aux dépens.